

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0113 K 87909 - ISSN : 1951-4727
Dépot légal : à parution

N°1120 du 2 juin 2012 | www.libres.org
1981-2012 | 31ème année de parution

Hebdomadaire 1,50€



SOMMAIRE DU N°1120

EDITORIAL : Cosmétique pp. 1-2
CONJONCTURE : SMIC : coup de pouce... au chômage pp. 3-4
ACTUALITÉ : L'UMP se prépare pour 2017 p. 4 - La France ne tiendra pas ses engagements européens p. 5 - La crise du logement sera bientôt maîtrisée p. 5
CONNAISSANCE DU LIBERALISME : p. 6-7
LU POUR VOUS : livres, articles et sites p. 8

Cosmétique

Dans son dernier livre Mario Vargas Llosa dénonce la « société de spectacle ». Les médias, la classe politique, les intellectuels à la mode, les vedettes du sport et de la chanson nous en mettent « plein la vue ».

François Hollande et son gouvernement se donnent en spectacle, cela leur tient lieu de politique, du moins pour l'instant.

Pour l'instant tout est façade, tout est apparence : discours et mesures cosmétiques.

Façade sociale : en attendant la mythique croissance, on prétend améliorer le pouvoir d'achat en donnant un « coup de pouce » au

SMIC, ce qui est une recette infaillible pour accroître le chômage (ce que rappelle Jean Yves Naudet dans son article de conjoncture), mais les dégâts ne se verront que dans quelques mois. En attendant la mythique croissance, on augmente de 25 % l'allocation de rentrée scolaire et, pour compenser les menus frais de cette largesse, on annonce la modification du quotient familial, ce qui a une toute autre importance et une toute autre signification. En attendant la croissance, on organise une grande concertation avec les syndicats en juillet, parce qu'il faut le temps de préparer un tel événement où les participants rediront une nouvelle fois ce qu'ils ne cessent de répéter depuis des décennies. >>

BULLETTIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)
 s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)
 envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule postale ou électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

M Mme Mlle NOM..... Prénom.....

Adresse

Code postal Ville..... Courriel

sefel

SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

Cosmétique (suite)

Façade scolaire : en attendant le recrutement de 60.000 enseignants, on crée 1.000 postes supplémentaires, et en attendant la rentrée 2013 on se propose de modifier les rythmes scolaires, sans savoir comment : pas d'idée a priori, c'est-à-dire pas d'idée du tout.

Façade fiscale : la hausse d'un demi point des cotisations patronales est prévue pour compenser le retour à la retraite à 60 ans pour certains salariés, dont on ne connaîtra le nombre qu'en juillet, mais rien n'empêchera le système d'exploser sauf à se donner un répit passager en diminuant les pensions et taxant salariés et entreprises. On se prépare cependant à revenir sur les allègements concernant les droits de succession et l'épargne investie.

Façade diplomatique : François Hollande a consacré le plus clair de son intervention télévisée à proclamer la nécessité d'une intervention militaire de la France en Syrie, mais « suivant les règles du droit international, c'est-à-dire l'accord de l'ONU », dont on sait qu'il est impossible, d'autant plus que les Américains ne veulent pas apporter leur soutien logistique. Quant à quitter l'OTAN, les déclarations de Chicago, pourtant timides, ne seront pas suivies d'effets.

Pour être objectif, je dois rappeler que nous sommes habitués depuis des décennies aux effets d'annonce, et ce n'est pas la première fois que les promesses électorales s'envolent au lendemain de la victoire. En politique le spectacle est permanent chez nous.

Il l'est aussi au niveau européen. La réunion de Bruxelles confirme la détermination de sauver l'euro, et de garder la Grèce dans le club, mais nul ne s'y méprend ; on mise sans y croire sur des élections grecques du 17 juin qui décideraient les Grecs à payer leurs impôts, à cesser de travailler au noir, de détourner les aides européennes, de verser des subventions, des pensions et des aides sociales inconsidérées. De son côté, la Commission de Monsieur Barroso feint de croire que la règle d'or sera respectée au prix d'une réduction des dépenses publiques, mais elle a déjà fait part de son scepticisme à l'égard de la France, qu'elle juge incapable de tenir ses engagements. Heureusement, Monsieur Moscovici l'a rassurée : le déficit disparaîtra. L'essentiel est de promettre.

“ Impuissance et Tromperie : silence, on change ! ”

La cosmétique est faite pour masquer la réalité. Elle est d'un côté aveu d'impuissance : les merveilles attendues attendront. Mais d'un autre côté, elle est aussi tromperie : nous ne voulons pas vous dire la vérité, surtout à quinze jours d'une élection décisive.

Donc, je ne sais pas si François Hollande et les siens se veulent rassurants pour un électorat modéré ou s'ils calment l'impatience de l'électorat de gauche

qu'ils prient de leur faire crédit jusqu'au 17 juin, après quoi le rouleau compresseur socialiste se mettra en route.

Il est vrai que les pouvoirs d'un gouvernement sont constitutionnellement limités en l'absence d'un parlement élu, il faut se contenter d'annuler ou de prendre quelques décrets. Les choses sérieuses commenceront quand on connaîtra la composition de la nouvelle Assemblée.

Mais y a-t-il quelque chose de sérieux à attendre, ou serons-nous condamnés à la cosmétique permanente ?

“ Assez de cosmétique : place à la vérité et à l'espoir ”

En ce qui concerne les libéraux, et quelle que soit la conjoncture politique, je ne cesse de répéter que notre mission sera de dire la vérité, non pas seulement pour ouvrir les yeux de nos compatriotes sur l'origine des difficultés présentes, mais aussi pour leur rappeler que les solutions sont dans la libre entreprise et le libre échange, et leur expliquer les réformes de fond qu'appelle la situation et qui peuvent leur rendre espoir.

Jacques Garello

SMIC : COUP DE POUCE... AU CHOMAGE

C'est une des promesses de campagne de François Hollande. Le salaire minimum augmentera en juillet plus vite que ne l'implique la formule actuelle : c'est le fameux « coup de pouce au SMIC ». De plus, la formule de calcul devrait être modifiée pour tenir compte de la croissance. On appelle cela « faire du social », pourtant les économistes du monde entier savent que le SMIC est une machine à créer des chômeurs. Plus on relève le SMIC, plus il y a de chômage. Le coup de pouce au SMIC est une mesure profondément antisociale.

Le pouvoir d'achat du SMIC ne cesse d'augmenter

Le coup de pouce au SMIC est une tradition bien française, pas seulement à gauche. Valéry Giscard d'Estaing avait augmenté le SMIC de 23%, en plein choc pétrolier, François Mitterrand en 1981 avait décrété deux hausses successives l'une à 8 %, l'autre à 10 %. François Hollande, plus flou dans ses promesses, suivra le même chemin : le coup de pouce sera donné, ses ministres l'ont confirmé, mais on s'interroge encore sur la grosseur du pouce.

L'innovation de François Hollande est ailleurs. Il devrait proposer, lors de la conférence sociale de juillet, une modification du taux de la hausse automatique du SMIC : à la hausse légale habituelle viendrait s'ajouter une hausse égale à la moitié du taux de croissance économique. On sait qu'actuellement le mode de calcul fait que le taux de hausse du SMIC est celui du taux d'inflation augmenté de la moitié du taux d'accroissement du pouvoir d'achat du salaire de base horaire ouvrier. Le « coup de pouce » est en plus, à la discrétion du gouvernement. Le SMIC voit donc en permanence son pouvoir d'achat augmenter.

Le SMIC est actuellement à 1398,37 euros bruts, et la CGT demande le SMIC à 1700 euros ! Selon le cabinet McKinsey, le SMIC net a progressé de 18% en dix ans, beaucoup plus que le salaire moyen (5% seulement). Résultat, la part des salariés payés au SMIC ne cesse d'aug-

menter, resserrant l'éventail des salaires. Un coup de pouce accentuerait cette dérive. Pourtant le SMIC français est déjà l'un des plus élevés d'Europe : entre 100 et 300 euros dans les pays de l'Est, moins de 500 au Portugal, moins de 800 en Espagne et 1138 en Angleterre. Seuls quatre pays sont devant nous, mais pour davantage d'heures travaillées.

Le salaire est le prix d'un service

Ces discussions sur le coup de pouce ou le mode de calcul masquent l'essentiel. Certes, si le coup de pouce est plus grand, les dégâts sont pires. Mais le problème de fond n'est pas dans le coup de pouce, mais bien dans le SMIC lui-même.

Qu'on le veuille ou non, le marché du travail est un marché. Un marché, ce n'est pas un gros mot, c'est une rencontre pour acheter ou vendre non pas des hommes - marchandises, comme disait Marx, mais des services fournis par des hommes. Ces services s'échangent suivant un contrat de travail qui précise les conditions des prestations et leurs rémunérations.

Sur ce marché, il y a une offre de travail de la part des salariés, ou une demande d'emploi si l'on préfère. Corollairement la demande de travail émane des entreprises (elles demandent du travail aux salariés, elles offrent un emploi). S'il y a une offre et une demande, il y a donc un marché et qui dit marché dit prix. Ce prix, c'est le salaire.

Il faut rappeler cette vérité : sur un marché, le prix est l'élément central. C'est lui qui indique les raretés : le prix monte quand la demande est supérieure à l'offre (sur le marché du travail, le salaire augmente quand les entreprises ont besoin de plus de travailleurs que les salariés ne peuvent en fournir), et c'est l'inverse quand l'offre est supérieure à la demande. Le prix est donc ici comme ailleurs un vecteur d'information ; et sans liberté des salaires, les agents économiques (entreprises et salariés) ne savent plus que faire.

Le SMIC : un « faux prix »

Le prix est un élément d'incitation : si les salaires augmentent dans un secteur et pas dans un autre, c'est qu'on manque de main d'œuvre dans le premier, et la hausse du salaire incite les travailleurs à se porter de ce côté là, tandis que la baisse les pousse à quitter les secteurs en déclin. Ce sont ces incitations qui permettent le rééquilibrage permanent de l'économie, réduisant le chômage au minimum. Comme il y a toujours des rigidités, des décalages, et comme les salariés ne sont pas tous mobiles ni disponibles, il existe toujours un léger chômage, dit « frictionnel » : le temps que les adaptations se fassent. Accroître ces rigidités, c'est accroître le chômage, en revanche la mobilité et la flexibilité le réduisent.

Or, la première des flexibilités, c'est celle du prix. Le SMIC est un prix bloqué, on veut l'empêcher de baisser, puisqu'il s'agit par définition d'un minimum. >>

SMIC : coup de pouce... au chômage (suite)

Un prix bloqué, c'est un faux prix, comme le disait Jacques Rueff ; il fait prendre de mauvaises décisions et, dans le cas du marché du travail, il conduit au chômage. Le niveau élevé du SMIC décourage les entreprises d'embaucher des travailleurs peu qualifiés, dont le coût salarial est supérieur à leur productivité ; comparativement la main d'œuvre plus qualifiée est moins chère, donc on laissera pour compte les candidats au Smic. C'est encore plus vrai en France en raison des charges sociales qui s'ajoutent au salaire. Résultat : le déséquilibre ne pouvant se réduire par la variation du prix, il se reporte sur les quantités : les smicards sont bien payés, quand ils trouvent des emplois...mais ils n'en trouvent pas. Le Smic, c'est pas de salaire du tout.

Toutes les études, de l'OCDE à l'INSEE en passant par le Conseil d'analyse économique montrent que le niveau du SMIC créé du chômage, en particulier chez les moins productifs, les moins qua-

lifiés, à commencer par les jeunes, les femmes ou les personnes en difficulté.. Le chômage des jeunes est élevé là où le SMIC est élevé. C'est un facteur d'exclusion. Cette exclusion est durable, car en écrasant la hiérarchie des salaires le SMIC n'incite pas à se qualifier et à progresser et il y a en France près de 17% des salariés au SMIC, contre à peine 1,5% aux Etats-Unis où il joue juste le rôle de « la voiture balais ».

Le SMIC « vrai faux ami de la justice sociale »

En outre, tous les pays n'ont pas de SMIC, Allemagne en tête : ce sont les conventions collectives qui fixent le salaire par branche, ce qui permet de payer plus là où c'est possible. S'il y a moins de chômeurs en Allemagne c'est certes en raison des réformes du marché du travail, mais c'est aussi en raison de l'absence de SMIC.

Oui, mais on rétorquera qu'avec un salaire inférieur au SMIC, « on

ne peut pas vivre ». Souvent exact, mais c'est confondre salaire et revenu : on peut être deux à travailler, avoir d'autres revenus ; et il y a des mécanismes de soutien qui ne pénalisent pas ceux qui travaillent, tel l'impôt négatif (en dessous d'un certain revenu les contribuables ne paient pas d'impôts, ils reçoivent un chèque du percepteur). Cependant la seule façon d'avoir un pouvoir d'achat en hausse durable et de prévenir le risque de licenciement c'est d'inciter chacun à s'adapter, à progresser. Or le SMIC décourage et empêche ces évolutions.

Le coup de pouce au SMIC n'est donc qu'un coup de pouce au chômage. Le SMIC est un « vrai faux ami de la justice sociale » (Les Echos). Il est urgent de le supprimer ou, au moins, de le bloquer : ce qui demande courage politique et compréhension de l'économie.

Difficile !

Jean Yves NAUDET

L'UMP se prépare pour 2017

Prendre la tête de l'UMP semble plus urgent que préparer les législatives

Les trois grande figures de l'UMP François Fillon, Jean François Copé et Alain Juppé semblent avoir aujourd'hui une priorité : qui va prendre la tête de l'UMP après le retrait, qu'il dit définitif, de Nicolas Sarkozy ?

Cette obsession a abouti à provoquer une « cacophonie » dans les rangs du parti qui était naguère celui de la majorité présidentielle. L'effet a été catastrophique chez un grand nombre d'électeurs qui ont soutenu Nicolas Sarkozy jusqu'au dernier souffle, et qui se demandent si le moment est bien choisi pour des ambitions per-

sonnelles et des querelles de personnes.

Alain Juppé, il est vrai, s'est immiscé dans la course au nom de son objectivité : il ne sera pas candidat en 2017, ce qui lui donnerait le droit de diriger de façon neutre le parti devenu celui de l'Union de la Minorité Parlementaire. François Fillon et Jean François Copé ont finalement convenu de reporter le choix d'un président de l'UMP à l'Assemblée Annuelle du parti, à l'automne prochain. « On définira alors la ligne politique à adopter ». Comme on l'a remarqué à juste titre, il est curieux que l'UMP présente en juin des candidats dont

la ligne politique ne sera définie qu'en octobre. Son seul programme serait-il de barrer la route aux socialistes ?

Fort heureusement pour eux, beaucoup de candidats UMP seront élus ou réélus au vu de leur implantation et de leur réputation locales. C'est sur le terrain que la bataille va se décider, puisqu'il n'y a plus de soutien ni d'élan venu « d'en haut ». Les résultats par circonscriptions seront donc très incertains, surtout quand il y aura les triangulaires qui seront, une fois de plus, des machines à faire gagner la gauche. *Quos vult perdere Jupiter dementat* : Jupiter rend fous ceux qu'il veut voir perdre. •

La France ne tiendra pas ses engagements européens

C'est l'opinion et l'avertissement de la Commission Européenne

Mercredi le rapport de la Commission Européenne a été plutôt sévère à l'égard des « pays du Sud », y compris la France. La promesse de réduire les déficits budgétaires ne semble pas devoir être tenue, compte tenu des prévisions de croissance économique d'une part, et de l'évolution des dépenses publiques d'autre part.

Le calendrier sur lequel la France s'est engagée vis-à-vis de l'Union est la limitation du déficit à 3 % en 2013, et le retour à l'équilibre en 2016. L'affaire est mal partie aux yeux de la Commission : si le déficit s'est situé à 4,4 % pour 2011, il sera vraisemblablement de 4,5 % en 2012, et à 4,2 % en 2013 dans la meilleure des hypothèses de croissance. Or, celle-ci ne serait pas supérieure à 0,5 % en 2012 alors que le budget est bâti sur un chiffre révisé autour de 1,2 %. En

2013 la croissance pourrait être autour de 1,3 % (si la conjoncture européenne ne se dégrade pas). La Commission souligne deux causes principales de la situation française : sa perte de compétitivité (c'est, avec la Grèce, le pays dont la compétitivité a le plus diminué et nos exportations sont en baisse de près de 20 % en cinq ans), et le niveau très élevé des dépenses publiques.

Sur ce dernier point, le pessimisme de la Commission rejoint celui de la Cour des Comptes, qui vient de remettre son rapport pour 2011. Tout en admettant qu'il a été fait « un effort méritoire qui n'a guère de précédent », la Cour relève le dérapage de la masse salariale et des retraites de la fonction publique, et les dépenses d'intervention. Sage conseil du Président Didier Migaud : « Il faut agir davantage

sur les dépenses que sur les recettes, compte tenu de notre niveau de prélèvements obligatoires ».

On voit mal comment le nouveau pouvoir va agir sur les dépenses, sinon pour les augmenter. De la sorte, la France va s'enfoncer un peu plus dans les déficits et la dette. La Commission de Bruxelles demande « un effort supplémentaire » : « Il est nécessaire que la hausse de la dépense publique reste inférieure à celle de la croissance prévue », a conclu Jose Manuel Barroso. En tous cas, la perspective de renégocier le pacte budgétaire européen (promesse de François Hollande) est déjà caduque. Il est vrai que l'on peut reconduire le pacte quand on prend la bonne habitude de ne pas le respecter. Mais Bruxelles ne semble pas dupe... •

La crise du logement sera bientôt maîtrisée

Blocage des loyers, pénurie foncière, logements sociaux : recettes éprouvées !

S'il y a un domaine où les gouvernements français successifs ont fait étalage de leur nullité, c'est bien celui du logement. Le rapport de Jacques Garello et Nicolas Lecaussin rédigé l'an dernier à la demande de l'UNPI (Union Nationale de la Propriété Immobilière) a clairement démontré que la crise du logement est imputable à la politique du « tout social » pratiquée de longue date. Miser sur les HLM pour offrir des logements décents et économiques aux Français aux revenus modestes est une double erreur : sociale (parce que près d'un million d'HLM sont occupés par des gens qui pourraient très bien payer un loyer dans le parc privé), économique (parce que les HLM coûtent très cher en financement, en construction, en entre-

tien). Il vaudrait mieux libérer le marché de l'immobilier locatif, aujourd'hui entravé par la rareté foncière, les obstacles à la construction (PAL, permis), le manque de financement, les contraintes écologiques, et enfin la loi SRU (Solidarité et renouvellement urbains) qui oblige les communes à avoir un quota minimum de logements sociaux.

Or, que propose dès les premiers jours le gouvernement Ayrault ? Le blocage des loyers, promis par François Hollande : une loi économique impitoyable veut qu'un revenu faible écarte du marché les offreurs potentiels, investir dans le logement n'est pas rentable, et les immeubles ne sont plus entretenus par les propriétaires. Le terrain

compte pour la moitié du coût du logement. Les plans d'urbanisation, ou d'aménagement local, les coefficients d'occupation au sol, ont créé la pénurie foncière, et Nicolas Sarkozy avait eu la bonne idée d'augmenter de 30 % les surfaces constructibles : on revient sur cette mesure. Enfin, « le gouvernement envisage un arrêt anticipé du Scellier, mais planche sur un retour aux institutionnels » (Figaro, jeudi 31 mai). Les institutionnels, ce sont les 800 bureaucraties qui s'occupent du logement social. Quant au Scellier, supprimé l'an dernier au titre des niches fiscales, il avait provoqué un redémarrage foudroyant de l'immobilier locatif, il sera donc enterré encore vivant. Voilà donc de quoi espérer en finir avec la crise du logement ! •

Cette rubrique est destinée à améliorer la connaissance du libéralisme, présentée la plupart du temps en France sous une forme caricaturale. Après avoir rappelé que le libéralisme, ce n'est pas l'anarchie, mais au contraire « l'état de droit », j'ai souligné la semaine dernière que la propriété, socle de l'échange, n'était pas « le vol »

Le triomphe du « Chacun pour soi »

« Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du marchand de bière ou du boulanger que nous attendons notre dîner, mais bien du soin qu'ils apportent à leurs intérêts. »

Cette phrase d'Adam Smith, réputé fondateur de la science économique, et figure majeure du libéralisme, laisse à penser que le libéralisme consacre la victoire de l'égoïsme, de l'intérêt personnel, ignorant et le « bien commun » et la générosité. Le marchand ne fait pas de sentiment.

Voilà qui justifierait l'intervention des pouvoirs publics, soucieux et artisans de l'intérêt général. Cette intervention peut, suivant les courants de pensée, consister en réglementation et surveillance plus ou moins étroite de l'activité privée, ou aller jusqu'à la suppression de toute liberté économique (planification impérialiste).

Voilà qui, pour d'autres, appelle une « économie de partage » (certains disent même « de communion »), une justice distributive d'où serait bannie toute référence à l'intérêt personnel.

L'intérêt personnel est-il égoïste ?

L'être humain est-il purement altruiste, au point de mener une



Adam Smith
1723-1790

vie de pur sacrifice et de pur dévouement ? La vie des saints nous apprend que sous les apparences de l'amour total des autres, jusqu'au don de la vie, il y a la joie personnelle de l'amour accompli, l'immersion dans une totale béatitude. Comme de plus tous les hommes ne sont pas des saints, ils finissent bien par penser un peu, beaucoup ou passionnément à eux-mêmes. Sont-ils interdits pour autant de penser à leurs familles, aux gens qu'ils rencontrent ?

Ce qu'Adam Smith voulait expliquer c'est que l'échange, base de la vie économique, passe par

la prise en compte de l'intérêt des acteurs en présence. Ce n'est pas une faute, c'est même un service rendu à la communauté. En effet, dit Adam Smith, les sentiments moraux portent les hommes vers les autres, parce que telle est leur nature, parce que tel est leur destin : un être humain peut-il vivre en ignorant tous les autres ? Depuis Aristote on sait que l'homme est un « animal social ». Pour survivre, pour mieux vivre, chacun doit compter sur les autres, se mettre à leur place (sentiment d'empathie) donc connaître leurs besoins, leurs capacités. Que peuvent-ils bien vouloir ? Que peuvent-ils bien m'apporter ?

Ces interrogations traduisent-elle quelque égoïsme ? Non : elles sont inspirées par l'intérêt personnel, qui se trouve ainsi devenir intérêt pour les autres.

La main invisible

L'intérêt personnel est de chercher à combler ses propres lacunes : l'être humain n'est pas omniscient. Il a donc beaucoup à apprendre des autres et « *il est plus facile d'apprendre que d'inventer* » (Bastiat). Ce qu'Adam Smith appelle « division du travail » n'est que l'application pratique d'un phénomène plus général : la division du savoir, thème favori d'Hayek. Voilà ce qui, en quelque sorte, nous condamne à l'échange.

L'échange est de nature « catalactique » : il rend compatibles des intérêts personnels a priori différents, voire même opposés. L'intérêt du producteur ou du vendeur est le prix élevé, celui du consommateur ou de l'acheteur est le prix faible. De toutes façons, la valeur est subjective, elle se fonde sur une appréciation personnelle et contingente de ce que l'on donne et de ce que l'on reçoit. C'est parce que les appréciations ne concordent pas que l'échange est possible. L'échange transforme l'opposition des intérêts en harmonie. C'est ce qu'Adam Smith a exprimé à travers l'expression de « main invisible » : un ordre spontané s'instaure à travers la multitude des échanges interpersonnels, des marchés conclus. Sans doute cet ordre est-il imparfait, comme les hommes eux-mêmes, tendus sans cesse vers le progrès, préférant plus à moins. De la sorte, l'ordre social spontané, fruit de la mosaïque marchande, est évolutif. Il n'est pas à base d'équilibre (l'équilibre n'est pas vivant) mais à base d'harmonie (qui est diversité et dynamique). Ainsi l'enchaînement des intérêts et des échanges est-il invisible bien que réel. Comme le suggère Israël Kirzner, cette main invisible a pour doigts l'entreprise, dont l'objet est l'intermédiation des intérêts (« entre prendre »).

Bien commun et intérêt général

Je reviens à Adam Smith : « *Tout en ne cherchant que son intérêt personnel, [chacun] travaille souvent d'une manière bien plus efficace pour l'intérêt de la société,*



James Buchanan
1919-

que s'il avait réellement pour but d'y travailler... Je n'ai jamais vu que ceux qui aspiraient, dans leurs entreprises de commerce, à travailler pour le bien général, aient fait beaucoup de bonnes choses.»

Cette citation exprime la convergence des intérêts personnels qui se fondent dans l'intérêt de la société, mais aussi le scepticisme à l'égard de ceux qui prétendent travailler au bien général en oubliant leurs intérêts propres.

Dans l'analyse libérale, le bien commun se trouve dans l'harmonie qui règne entre millions de personnes qui échangent quotidiennement, renonçant à la violence et à la spoliation pour satisfaire leurs besoins, et préférant partager leurs savoirs et concilier leurs intérêts. Le bien commun n'est pas un objectif social, c'est une manière de vivre ensemble, dans la compréhension et la paix.

Il faut sans doute des règles sociales, des institutions, pour qu'il en soit ainsi, voilà pourquoi le libéralisme appelle l'état de droit. Tel est l'intérêt général.

Malheureusement, les collectivistes (dont au premier rang les socialistes) veulent donner à l'intérêt général un contenu précis, et y plier les intérêts personnels. Quel calcul social permet-il de fixer un objectif global, en fonction duquel devraient s'ordonner toutes les activités humaines ? Un optimum social serait-il la somme des intérêts personnels ? Le théorème d'Arrow en montre l'impossibilité. Dans ces conditions, l'intérêt général ne peut procéder que d'un choix politique. Ce choix peut être imposé par un pouvoir absolu (formule de la planification soviétique) ou par un pouvoir démocratique : l'intérêt général est alors le résultat d'un vote. Mais on arrive ainsi au « miracle de l'isoloir » dénoncé par James Buchanan : comment des électeurs, animés par de vils intérêts personnels en temps ordinaire, vont-ils les abandonner une fois dans l'isoloir pour ne plus penser qu'à l'intérêt général ? En fait, ce pseudo intérêt général ne naît que de la coalition d'intérêts catégoriels que les candidats et les partis prennent soin de flatter. C'est le jeu des promesses électorales, et des groupes de pression, bien démasqué par l'école du « public choice », logique des décisions publiques. L'intérêt général n'est que le prétexte de violer les intérêts personnels des uns pour servir les intérêts personnels des autres. C'est finalement la lutte de tous contre tous. Voilà où est l'égoïsme. Voilà qui brise toute harmonie sociale. •



Philippe Hayat

Entreprenez !

C'est le meilleur conseil que l'on puisse donner aux jeunes aujourd'hui. Et après les élections, on pourrait le donner à tous ceux qui craignent le socialisme. C'est aussi le titre de la brochure que Philippe Hayat vient de publier chez l'Archipel et qui a comme sous-titre : « A l'indignation, préférez l'action ! ».

Philippe Hayat est fondateur de l'association 100 000 entrepreneurs. Dans une tribune publiée au Figaro à la veille des élections, il avait demandé aux candidats à la présidence de faire davantage pour la diffusion de l'esprit d'entreprendre en France. Il faut donner aux jeunes l'envie de créer des entreprises.

En ce qui me concerne, je pense qu'il faudrait même commencer avec les enfants, c'est pour cette raison que j'ai créé Entrepreneur Junior. Mais comment le faire lorsque les chefs d'entreprise sont ignorés, critiqués et obligés de se justifier devant des syndicats non représentatifs ? Plus encore, lorsqu'ils s'enrichissent on les montre du doigt et on les condamne comme s'ils avaient volé l'argent gagné.

Hayat, c'est le discours opposé à celui de Hessel, prophète des indignés, qui promet à la jeunesse une vie de misère et de larmes. « Que dirait-on d'un parent qui élèverait son enfant en le plaignant chaque jour d'être ce qu'il est » ?

Philippe Hayat fait un voyage dans le passé, celui de sa famille. De son grand-père nommé, à force de volonté et de travail, à des postes de responsabilité dans une banque alors que ce n'était qu'un homme à tout faire. Il a transmis à ses petits-enfants la volonté de réussir après les études. Il serait étonné aujourd'hui de voir que les jeunes ne cessent de se plaindre. Avec d'ailleurs la complicité des politiques et aussi de leurs parents. On les plaint et on les encourage dans leurs lamentations, alors qu'il faudrait leur dire : « A l'indignation ou à la résignation, préférez l'action, la vraie, celle qui contredit la fatalité. Puisque la vie professionnelle semble si difficile à tracer, anticipez-la, prenez-la en main et ne comptez que sur vous. Devenez entrepreneur et accomplissez-vous ».

Grâce à l'association de Philippe Hayat, plus de 50 000 jeunes ont échangé avec un entrepreneur. Et, « contrairement aux idées reçues, les enseignants les accueillent volontiers »... Une fois acquis les rudiments de l'entrepreneuriat, les élèves entrent à l'Université avec l'envie de créer leur entreprise. Il faudrait leur offrir une filière entrepreneuriat et, comme dans les universités américaines, les accompagner – financièrement – dans la réalisation de leurs projets. « Rêvons d'un homme d'Etat, écrit Hayat, appelé demain aux plus hautes responsabilités, qui s'adresserait aux jeunes en des termes nouveaux : s'il faut vous indigner, c'est pour ouvrir un nouveau ciel. Les entrepreneurs montrent le chemin ». Les politiques doivent d'abord comprendre que sans les entrepreneurs, la France n'a aucun espoir. Et si l'on obligeait tous ces politiques à faire des stages en entreprise ?

Bogdan Galnescu

Entreprenez ! A l'indignation préférez l'action, l'Archipel, éd. Paris 2012

Capital.fr

Nous avons évoqué le colloque « A quoi servent les riches » organisé par l'IREF et **Contribuables associés** la semaine dernière. Pour ceux qui sont intéressés par le sujet, la vidéo de ce colloque est disponible sur le site capital.fr



Ils peuvent aussi acheter l'ouvrage de **Jean Philippe Delsol** et **Nicolas Lecaussin** (éditions J.C.Lattès).



Euro 92 organise à l'Assemblée Nationale

jeudi prochain 7 juin
à 18 heures

une réunion au cours de laquelle
seront présentés les réformes
souhaitées par les libéraux.

Figureront-elles dans les professions de foi des candidats aux législatives ?

Agnès Verdier-Molinié, vice-présidente de l'Ifrap, nous présentera une étude chiffrée et argumentée intitulée « **100 jours pour réformer la France** », où les économistes de la Fondation ont listé les réformes nécessaires au retour de la croissance et à l'équilibre budgétaire.

Le président de Contribuables Associés, Alain Mathieu, exposera les propositions de son association répondant aux souhaits de la majorité des Français : aligner le coût de nos fonctionnaires et nos dépenses sociales sur ceux de l'Allemagne ; décentraliser; instaurer un dialogue social dans les entreprises ; lutter sérieusement contre les fraudes sociales ; privatiser ce qui doit l'être ; ouvrir la voie aux référendums d'initiative populaire, etc.

Conférence animée par Jean-Pierre Chamoux, président de l'institut Turgot.

Entrée gratuite. Inscription avant le 7 juin par mail à euro92@noos.fr